LES ISSERS (BOUMERDÈS)

La misère et la honte à Ettarfa

Bien qu'accompagné de leurs voisins, des familles du village Ettarfa, localité située à trois kilomètres du centre-ville des Issers, ne nous ont pas permis d'entrer chez elles. Ce n'est ni de l'incivilité de leur part ni un défaut d'hospitalité chère aux Algériens.

Photos : A. L.

Ces familles ont tout simplement honte de ce nous pouvions voir, en tant que journaliste, de leur conditions de vie. Nous sommes tout de même entré dans plusieurs abris de fortune qui servent de logement à ces humbles familles. On nous montre une chambre où dorment 6 frères et sœurs.

Une pièce de 2 mètres sur 2. C'est l'équivalent d'un cachot. Nous en sommes ressortis complètement désorientés.

Comment en 2011 peut-on laisser des hommes, des femmes et des enfants vivre dans des abris pareils ?

Pouvait-on rappeler, sans susciter leur colère, aux habitants de cette localité que l'Algérie célébrait le cinquantième anniversaire d'une manifestation et le sacrifice en France de centaines de vies pour une Algérie démocratique et, surtout, sociale ? C'est-à-dire pour un avenir radieux. Précisément, ces bâtisses qu'occupent ces familles sont un héritage de la colonisation. C'était une ancienne caserne érigée à la fin des années 1950 pour reloger des harkis. Elle n'a pas été totalement finie ni occupée.

Après l'indépendance, les logis ont été attribués à des familles, dont 6 veuves de chouhada, précise un responsable local, qui avait fui, à l'époque, les montagnes de Ouanougha et Ghoumrassa, deux localités de la commune où ils avaient tout perdu. D'autres familles venues des Hauts-Plateaux se sont installées dans les années 1960 et 1970 dans ce village bâti sur une ancienne carrière d'agrégats. A chacun de méditer sur le cheminement des événements. Que peuvent penser de leur pays ces jeunes de 20, 30 et 40 ans nés dans cette misère ?

Autre question qui taraude notre esprit : les responsables administratifs des Issers, les élus locaux ou régionaux se sont-ils rendus sur place, au moins une fois, pour voir comment vivent, depuis des décennies, leurs administrés ? Ont-ils fait le constat sur le vécu quotidien de M. Brahim, son épouse et ses 6 enfants qui ont été obligés d'habiter une partie d'une ancienne cave à vin en ruines ? Lorsque nous sommes sortis de cette tombe qui sert de logement à cette famille, nous avons longtemps gardé dans les narines cette mauvaise odeur venant des murs et du plafond. Toutes les maladies que Dieu a créées font des ravages dans cette bourgade où survivent environ 140 familles. «Tous les jeunes sont dans un état dépressif», assène Mohamed, né dans cette misère il y a 26 ans.

Les habitants n'ont été branchés au réseau d'eau potable qu'en 2009 et au réseau électrique en 2010. 48 ans après l'indépendance. La bourgade ne dispose pas d'un réseau d'assainissement. Les eaux usées se déversent dans la nature, pas loin des habitations au milieu des ordures. Au plan social, le chômage dépasse les 70% entre jeunes et moins jeunes.

Le nombre de garçons et filles scolarisés au niveau du secondaire se compte sur les doigts d'une main. L'échec scolaire est la seule perspective pour les enfants de la localité.

Rien n'est excessif

A la suite d'une protestation des jeunes de ce village qui ont fermé, mardi, le siège de l'APC des Issers, nous nous sommes rendus sur place. A notre arrivée, les policiers ont pu convaincre les révoltés de laisser les portes de l'institution ouvertes.

Il n'y avait aucune agressivité dans les deux parties. Chetta Omar, le maire des Issers, était, nous a-t-on dit, absent, en réunion avec le wali. Son vice-président, Ali Ramdani, s'est contenté de nous dire qu'il n'avait aucune déclaration à faire sur cette action citoyenne.

Les protestataires étaient décidés à rester sur place jour et nuit, et ce, jusqu'au règlement de leur problème. Par la suite, ces jeunes dont le quotidien reste empoisonné nous ont décrit, photos en mains, les conditions de vie des leurs dans ces habitations d'un autre âge.

«Nous avons écrit absolument à tout le monde, du maire au président de la République en passant par le commissaire de police ; les policiers sont présents et ils peuvent le confirmer, ensuite nous avons saisi, toujours par écrit, le chef de brigade de la gendarmerie et même le procureur du tribunal de la circonscription judiciaire de Bordj-Menaïel», dit Mohamed. Comme nous avions estimé que leur descriptif était probablement excessif, nous avons demandé aux révoltés de voir par nous-même ce qu'ils dénoncent.

4 jeunes nous ont accompagné jusqu'à leur village pour constater de visu, d'où notre constat. Finalement, ils ne nous ont décrit que la réalité. Ces citoyens ne se lamentent pas. Ils réclament à l'Etat leur part d'acquis sociaux et un peu de respect pour préserver leur dignité. En tout état de cause, l'affectation d'une centaine d'habitations permettra le relogement décent des familles en question et éradiquer cet héritage honteux. C'est faisable à court terme.

En la matière, c'est au wali d'intervenir dans ce cas précis. Compter sur l'APC pour prendre en charge ce problème est une pure perte de temps. Les habitants d'Ettarfa ne se font aucune illusion à ce sujet.

Le chef de l'exécutif de wilaya, Kamel Abbès, qui a envoyé, il y a une quinzaine de jours, une équipe de fonctionnaires de l'inspection générale de la wilaya pour enquêter sur la gestion de cette commune — c'est un autre dossier —, le sait également.

Abachi L.

RÉSORPTION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À ANNABA

1 000 logements pour les occupants du bidonville de Boukhadra

Des centaines de personnes, des deux sexes, occupant des baraques dans l'agglomération de Boukhadra, commune d'El Bouni (Annaba), se sont rassemblées dans la matinée de mardi devant le siège de la wilaya pour porter leur revendication d'un logement décent au chef de l'exécutif.

Après des discussions avec les responsables du cabinet de la wilaya, elles ont été invitées à désigner une vingtaine de représentants qui ont été reçus par le wali, Mohamed Ghazi.

Lors de cette audience, le premier responsable de la wilaya leur a dégagé un quota de 1 000 logements dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP), et qui sont actuellement à un stade avancé (85%) de réalisation par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Il leur a même indiqué la date de distribution de ces logements qui n'excédera pas le mois de juin 2012. C'est-à-dire dans moins de huit mois. Ces logements sont implantés sur deux sites. Le premier avec 400 logements est à Boukhadra et le second de 600 logements à Bouzaâroura, à quelques encablures du premier (3 km environ) et disposant de toutes les commodités pour une vie normale : routes goudronnées, établissements scolaires, annexe d'APC, commerces… Il a été décidé que les listes comprenant ce millier de bénéficiaires seront confectionnées conformément au recensement des occupants d'habitation précaire effectué en avril 2007. Ce qui n'a pas été du goût d'une petite partie de ceux qui attendaient dehors, du fait qu'ils n'y ouvrent pas droit. Et pour cause, leurs baraques ayant été érigées après cette date. Certaines l'ont même été tout récemment. A l'issue de l'audience avec le wali d'Annaba, les représentants des protestataires, dont certains occupent des baraques depuis de longues années, ont exprimé leur satisfaction. La majorité d'entre eux habitent ces taudis depuis de longues années. Ils ont donc favorablement accueilli les décisions prises par le premier responsable de la wilaya, affirmant qu'ils n'ont pas de préférence entre les deux sites, «L'essentiel pour nous est de bénéficier d'un logement décent», estiment-ils. D'autres, une vingtaine tout au plus, refusent par contre le site de Bouzaâroura, avançant l'argument de l'éloignement et autres justifications fallacieuses. Leur refus s'explique par d'autres motivations.

Selon des indiscrétions, ces derniers seraient versés dans des pratiques illégales et ne veulent pas perdre leur clientèle habituelle.

Depuis 2006, l'OPGI d'Annaba a bénéficié d'un quota de près de 13 000 logements dans le cadre de la RHP uniquement. Il en a déjà distribué plus de 3 500 unités et le reste est soit en réalisation soit à l'étude. Ce quota relève des deux plans quinquennaux (2005-2009 et 2010-2014), apprend-on de la direction générale de l'OPGI.

A. Bouacha

SKIKDA

Des coupures électriques et d'eau récurrentes

Les coupures électriques et d'eau ont atteint des seuils insupportables pour les ménages. L'un entraînant l'autre, même la brève rupture touchant l'approvisionnement en électricité provoque, à son tour, l'arrêt des stations de distribution et de pompage.

Tout autant que l'imprévisible caractérise souvent les pannes électriques (chute d'un câble suite à des rafales de vent ou à de fortes intempéries). C'est dire que la transmission de l'«avis à la clientèle», tant attendue, ne trouvera pas opportunément destinataire. Le plus souvent, les ménages sont pris au dépourvu, sans compter les dégats causés aux équipements domestiques.

Le cas contraire n'est constaté que lorsque la Direction de distribution de Skikda (ex-Sonelgaz) entame des travaux de réparation. Il est prévu dans le cadre du plan quinquennal, comme vaguement rapporté par le directeur lors de la dernière conférence de presse, un financement de plusieurs projets de nature à renforcer les capacités de distribution électrique.

D'autre part, à la cité Aïssa-Boukerma, dans la zone sud de Skikda, avec 24 possibilités de sortie, un projet de réalisation d'un poste source qui aura à supprimer graduellement les foyers de surcharge et alimenter les quartiers les plus défavorisés en la matière (Oued-El-Ouahch, Zeramna, Merdj-Eddib). En attendant, les clients doivent souvent broyer du noir dans le…noir.

Pour sa part, l'unité de l'Algérienne des eaux de Skikda est confrontée à un épineux problème de fuites d'eau. Mensuellement, on enregistre jusqu'à une vingtaine causée par des éclatements dans les canalisations ou dans les conduites principales.

Durant le mois de Ramadan, 17 ont été répertoriés lors de la première quinzaine. L'intervention est souvent compromise par le manque de moyens matériels et humains.

La cause déclarée des fuites est relative à la vétusté du réseau, notamment dans la zone basse. Même la qualité de l'eau est douteuse à certains endroits, turbide lors des relâchements après les coupures, et ce, malgré les assurances des bilans négatifs des analyses physico-chimiques (à l'actif de l'ADE et la direction de l'hydraulique de la wilaya) et macrobactériologiques (la DSP, service d'hygiène de l'APC).

Car, il faudrait peut-être prendre des échantillons des robinets approvisionnés par les canalisations les plus défectueuses pour repérer la défaillance. Concernant justement la rénovation à laquelle sont consacrés 2 milliards de dinars, celle-ci reste tributaire de la livraison des résultats du «diagnostic du groupement urbain de Skikda» confié au BET Stucky. Le groupement urbain englobe Skikda, Larbi-Ben-M'hidi, Filfila, Hamadi-Krouma et Hamrouche- Hamoudi. La date butoir est fixée à la fin 2011.

Zaïd Zoheïr